

Mais, nous ne perdons pas espoir. On parle de plus en plus d'une libération imminente de Nelson Mandela, avec qui le Président de Klerk s'est entretenu récemment. Ce dernier a délibérément laissé entendre qu'il annoncerait des changements politiques importants à la reprise des travaux parlementaires au début de février.

Il a indiqué qu'il est disposé à apporter des réformes fondamentales grâce à des négociations de bonne foi avec des dirigeants légitimes. Il a prévenu les Afrikaners que seul ce processus offrait des chances d'un avenir sûr. Nous nous sommes réjouis de la libération de Walter Sisulu et d'autres prisonniers politiques et nous avons applaudi à la décision d'autoriser les marches politiques pacifiques, les ralliements et la tenue récente de la Conférence pour un avenir démocratique.

La plupart des changements que M. de Klerk a apportés ont porté davantage sur la forme que sur le fond; il a modifié l'application des règlements plutôt que les règlements eux-mêmes. Mais les premiers pas effectués sont encourageants.

D'autres changements sont plus importants; ainsi, on a annoncé que le Separate Amenities Act sera aboli. Fait à remarquer, des restrictions importantes ont été imposées à l'action des services de sécurité de l'État.

L'opposition extraparlamentaire cherche de son côté les façons de favoriser l'avènement d'une démocratie non raciale. Elle saisit toutes les occasions de rappeler énergiquement au gouvernement de Klerk que l'apartheid ne peut être réformé et qu'il doit être démantelé. En refusant de se rendre à leur travail, trois millions de Sud-Africains ont protesté contre le fait que les Noirs ont été exclus des élections de septembre. Tout au cours de l'automne, le Mouvement démocratique de masse a organisé des marches de protestation pacifique qui se sont déroulées dans l'ordre. En décembre, les deux mille groupes présents à la Conférence pour un avenir démocratique ont affiché un esprit de solidarité encourageant.

Les négociations ne se dérouleront pas sans heurts. Bien au contraire. Mais elles doivent être engagées et ne pas trop traîner en longueur au départ. Il est par ailleurs évident que ces négociations ne pourront être productives tant et aussi longtemps que des négociateurs légitimes seront emprisonnés ou interdits de séjour ou qu'ils ne pourront consulter ceux qu'ils représentent.

Le "concept de négociation possible" élaboré par l'archevêque Scott et d'autres membres du Groupe de personnalités éminentes demande aux autorités de Pretoria de retirer les troupes des townships, de permettre aux gens de se rassembler et de discuter, de suspendre les détentions sans procès, de libérer Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques, de lever l'interdit qui pèse sur l'ANC et le PAC et de permettre une activité politique normale. Enfin, il invite l'ANC et d'autres à entamer des négociations et à mettre fin à leurs actes de violence. Le concept, qui n'a rien perdu de sa validité aujourd'hui, a trouvé écho dans diverses propositions mises de l'avant subséquemment en vue de créer un climat propice aux négociations.